



La manifestation d'une régression politique et intellectuelle et morale

Berlin entend doubler son budget militaire d'ici 2030, tout en finançant par l'emprunt plus d'un tiers de ses dépenses. L'unité politique affichée cache une fuite en avant mortifère qui défie les leçons de l'Histoire.

René Zittlau

ven. 24 juil. 2026 6 min de lecture

Introduction

La classe politique allemande est plus unie que jamais depuis le dernier effondrement. C'est le résultat d'une évolution qui a débuté sous le chancelier Schröder et avec la participation de l'Allemagne à la guerre provoquée par l'OTAN

contre la Yougoslavie indépendante. Pourtant, le véritable coup d'envoi a été donné sous le mandat d'Angela Merkel, fille de pasteur, habilement secondée par un pasteur belliciste occupant la fonction de président fédéral.

Malheureusement, cette unité actuelle au sein de la politique fédérale ne reflète pas la sagesse historique. Elle ne prouve pas que des leçons aient été tirées des horreurs du passé de l'Allemagne, dans un esprit d'humanisme et d'engagement en faveur de la paix. Au contraire, cette unité tant vantée témoigne d'une sorte de désir de mort.

L'état actuel de la politique allemande en chiffres

Il y a quelques jours, le gouvernement allemand a publié les chiffres du budget fédéral pour 2027 et du plan financier pour la période allant de 2026 à 2030. Voici le tableau récapitulatif :

Anlage 9

zur Kabinettsvorlage BMF

II A 1 - H 1120/00443

Bundeshaushalt 2027 und Finanzplan 2026 bis 2030**Ausgaben**

Einzelpläne	2026	2027	2028	2029	2030
		Plafond			
		Mio. €			
1	2	3	4	5	6
01 Bundespräsident und Bundespräsidialamt	67,39	70,43	70,39	70,67	72,85
02 Deutscher Bundestag	1 275,97	1 276,40	1 312,20	1 357,38	1 358,88
03 Bundesrat	40,97	41,04	52,24	53,54	52,54
04 Bundeskanzler und Bundeskanzleramt	4 998,29	5 163,81	5 155,64	4 982,69	4 855,31
05 Auswärtiges Amt	6 025,29	5 958,25	5 964,06	5 964,06	5 964,06
06 Bundesministerium des Innern	15 761,60	16 712,95	16 739,34	16 687,75	16 655,11
07 Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz	1 213,28	1 209,16	1 202,84	1 196,91	1 196,21
08 Bundesministerium der Finanzen	10 823,14	11 065,52	11 042,44	11 001,32	10 986,39
09 Bundesministerium für Wirtschaft und Energie	5 903,31	5 549,74	5 522,45	5 507,45	5 383,94
10 Bundesministerium für Landwirtschaft, Ernährung und Heimat	6 993,07	6 973,49	6 908,68	6 883,35	6 949,65
11 Bundesministerium für Arbeit und Soziales	197 341,04	201 461,03	215 725,78	221 348,03	233 062,45
12 Bundesministerium für Verkehr	27 901,36	26 430,23	26 371,01	26 225,40	26 099,76
14 Bundesministerium der Verteidigung	82 687,31	109 749,62	153 921,23	162 935,61	183 657,50
15 Bundesministerium für Gesundheit	21 773,95	14 336,57	15 309,74	14 919,79	14 663,86
16 Bundesministerium für Umwelt, Klimaschutz, Naturschutz und nukleare Sicherheit	2 772,09	2 740,53	2 763,52	2 735,42	2 654,92
17 Bundesministerium für Bildung, Familie, Senioren, Frauen und Jugend	16 664,01	15 478,33	14 508,99	13 718,24	13 791,88
19 Bundesverfassungsgericht	46,42	49,10	48,81	49,50	48,63
20 Bundesrechnungshof	202,24	218,85	223,22	226,85	226,85
21 Die Bundesbeauftragte für den Datenschutz und die Informationsfreiheit	52,15	58,08	57,15	57,29	57,03
22 Unabhängiger Kontrollrat	14,60	15,24	15,24	15,24	15,24
23 Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung	10 055,73	9 469,11	9 210,85	9 173,73	9 161,31
24 Bundesministerium für Digitales und Staatsmodernisierung	1 359,62	1 444,24	1 474,95	1 415,27	1 466,06
25 Bundesministerium für Wohnen, Stadtentwicklung und Bauwesen	7 745,68	7 509,08	8 014,18	8 616,76	8 599,37
30 Bundesministerium für Forschung, Technologie und Raumfahrt	21 818,27	21 966,29	21 840,82	21 796,86	21 647,71
32 Bundesschuld	33 649,37	43 610,60	56 833,29	69 417,77	82 188,62
60 Allgemeine Finanzverwaltung	47 353,98	46 878,06	7 882,90	-8 514,13	-15 452,61
Insgesamt	524 540,14	555 435,74	588 171,96	597 842,75	635 363,52

Differenzen durch Rundung möglich

Le point 14 définit l'orientation à suivre : les dépenses prévues du ministère fédéral de la Défense. D'ici quatre ans, les dépenses directes de défense vont ainsi plus que doubler. Cependant, il manque encore un chiffre essentiel pour replacer ces montants colossaux dans leur contexte. Pour pouvoir déboursier un total de 555,435

milliards d'euros provenant des deniers publics en 2027 — dont près de 110 milliards en dépenses directes de défense —, il faut disposer de recettes correspondantes.

Sur le [site web du ministère fédéral des Finances](#), vous trouverez le chiffre que vous recherchez :

Wesentliche Kennziffern der Haushaltsplanung					
in Milliarden Euro					
	Soll 2026	Regierungs- entwurf 2027	2028	Finanzplan 2029	2030
Ausgaben	524,5	555,4	588,2	597,8	635,4
darunter: Einzelplan Bundesministerium der Verteidigung	[82,7]	[109,7]	[153,9]	[162,9]	[183,7]
Veränderung gegenüber Vorjahr in %	+6,0	+5,9	+5,9	+1,6	+6,3
Einnahmen	524,5	555,4	588,2	597,8	635,4
darunter: Steuereinnahmen	387,2	394,7	406,4	416,6	437,3
Nettokreditaufnahme (NKA) im Bundeshaushalt	98,0	118,7	148,8	152,0	167,3
NKA ohne Bereichsausnahme	40,4	33,4	23,5	19,1	15,6
Sondervermögen Infrastruktur und Klimaneutralität	58,1	54,9	56,7	57,9	52,2
Sondervermögen Bundeswehr	25,5	30,0	-	-	-

© Bundesministerium der Finanzen

Les recettes fiscales sont donc loin de suffire à couvrir les dépenses prévues. Le gouvernement allemand doit continuer à s'endetter pour financer la folie de la course aux armements qu'il a promise à l'OTAN. Et cela représente la somme colossale de 200 milliards d'euros — soit plus d'un tiers du budget national.

Mais attention. Même ces dépenses colossales ne couvrent pas l'ensemble des coûts de défense.

Le 25 juin 2025, le ministère fédéral de la Défense a fait le point sur le sommet de l'OTAN de l'année dernière. [La direction du ministère](#) informe fièrement et avec ferveur ses lecteurs :

« Les dépenses de défense des États membres doivent atteindre 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) — cela inclut, par exemple, l'équipement militaire et les salaires des militaires. À cela s'ajoute 1,5 % pour les domaines liés à la défense et à la sécurité, tels que les infrastructures, l'industrie et la résilience — c'est-à-dire la protection des infrastructures critiques, le cyberspace ou l'extension des routes et des ponts adaptés à un usage militaire. Ces objectifs doivent être atteints d'ici 2035. »

Ce chiffre apparemment anodin de 3,5 % du PIB — ou ce modeste 1,5 % du PIB — doit être décomposé pour en saisir l'ampleur réelle et, par extension, l'orientation de la politique allemande actuelle. Ce qui est prévu pour 2035, transposé aux chiffres de l'année 2025, se présente comme suit :

Le PIB en 2025 s'élevait à 4 469 milliards d'euros. Les 3,5 % de dépenses directes de défense auraient représenté 156 milliards d'euros, tandis que les 1,5 % dissimulés dans des postes budgétaires civils en raison d'exigences militaires auraient ajouté 67 milliards supplémentaires, portant le total des dépenses militaires de l'année dernière à 223 milliards d'euros selon les estimations de l'OTAN. Cette somme colossale représente un peu moins de trois fois les dépenses de défense effectives de 2025. Et ces 223 milliards correspondaient à 42,5 % du budget national total pour 2025 — autrement dit, près de la moitié.

Cinq pour cent du PIB restera une somme extrêmement impressionnante en 2035 — une somme qui pèse lourdement sur le budget. Compte tenu de la désindustrialisation en cours en Allemagne, avec toutes les charges économiques et budgétaires qui y sont associées — y compris, très probablement, une baisse significative des recettes fiscales —, ces 5 % seront encore plus difficiles à supporter à l'avenir qu'ils ne le seraient aujourd'hui.

Une comparaison que personne ne veut faire

Que cela nous plaise ou non, ces chiffres et le malaise qu'ils suscitent amènent les observateurs avisés sur le plan politique et historique à s'interroger sur la façon dont les choses se passaient « à l'époque ».

Le gouvernement fédéral allemand saisit chaque occasion pour faire savoir au public que « les Russes » quitteront leur patrie d'ici 2030 au plus tard — voire dès 2029, bien que des dates encore plus proches soient évoquées — et mettront le cap vers l'Ouest. Nous ne nous attarderons pas ici sur la véracité de ces affirmations obscures. Mais le public allemand, le « peuple allemand », n'avait-il pas déjà attendu en vain les « bolcheviks » à l'époque ? Déjà à l'époque, des plans avaient été élaborés pour un scénario qui ne s'est concrétisé que lorsque l'Allemagne a convaincu « les Russes », en recourant aux moyens et méthodes les plus brutaux et barbares, qu'il était absolument nécessaire de s'emparer de Berlin.

Concernant cette période d'avant-guerre, j'ai trouvé [les chiffres suivants](#) :

« Les dépenses militaires de l'Allemagne de 1934 au 31 août 1939, pour les trois branches des forces armées — y compris les dépenses liées au réarmement — se sont élevées à 60 milliards de marks. Au cours de la même période, les dépenses budgétaires totales de l'Allemagne se sont élevées à 101,5 milliards de marks ; en d'autres termes, les dépenses militaires représentaient 59,1 % de ce total. »

Conclusion

L'objectif de l'OTAN — réparti jusqu'en 2025 — consistant à consacrer 5 % du PIB au financement des dépenses militaires des membres de l'OTAN d'ici 2035 représentait, en termes réels, 42,5 % du budget national total de l'Allemagne. En « temps de paix ». Ce chiffre n'inclut pas les dépenses (militaires) supplémentaires destinées à l'Ukraine, qui ont été fournies par l'Allemagne directement à l'Ukraine ou qui ont été acheminées vers Kiev via l'OTAN et l'UE.

Ces 42,5 % auxquels s'ajoutent les autres dépenses de guerre pour l'Ukraine contrastent ainsi avec les 59,1 % des dépenses budgétaires de l'Allemagne d'avant-guerre, sur la période allant de 1934 au 31 août 1939.

Cela soulève inévitablement des questions.

Quelle quantité (d'argent) faut-il encore pour atteindre la nouvelle qualité attendue, c'est-à-dire la guerre ? En d'autres termes : à quel point la différence en pourcentage entre 2025 et la période de réarmement de 1934 au 1er août 1939 — c'est-à-dire les 59,1 % de cette époque — est-elle faible ?

Combien de temps et quelle distance nous séparent encore de "notre" 1er septembre ?

Et combien de temps faudra-t-il ensuite pour arriver au "8 mai" ?

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Allemagne L'OTAN